

Résister à la domination des grands groupes de l'agrobusiness et de l'alimentation : une autre génétique est possible.

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 07/03/2012

Certains utilisent, auprès des élus ou des medias, les conclusions de l'INRA pourtant diverses et mesurées, pour appeler à la généralisation des cultures d'OGM. Nous tenons à rappeler, en tant que première organisation syndicale de l'INRA et forte de notre représentation dans l'ensemble des instances de l'organisme, que les choses sont loin d'être aussi simples.

Les recherches scientifiques conduites à l'INRA sont hélas contraintes par les choix du marché, les orientations actuelles du gouvernement et celles de l'OMC. De ce fait, le développement de recherches indépendantes sur les plantes, y compris transgéniques, est soumis à une agriculture livrée à la spéculation, qui est déjà la cause de graves déséquilibres mondiaux.

Le développement à marche forcée de la transgénèse vise surtout à accroître la marchandisation du vivant. Alors que cette technique pourrait être porteuse de progrès, son actuelle instrumentalisation par les oligopoles

biotechnologiques met à mal une recherche publique dans ce domaine qui pourrait être socialement utile.

Or la recherche génétique est plus que nécessaire dans un monde soumis aux changements climatiques et dans lequel la demande alimentaire ne cesse de croître. Mais ce progrès génétique ne se limite pas aux recherches sur la transgénèse, les OGM ou d'autres manipulations à l'échelle moléculaire, tant il est possible de créer des variétés améliorées et performantes, répondant à la demande sociale, en utilisant des techniques prenant en compte d'autres échelles d'organisation du vivant.

Venue sur le devant de la scène dès les années 90 puis réactivée à l'occasion des crises alimentaires de 2007, et du lancement de gros programmes de génomique et post-génomique, la mise en culture immédiate des OGM ne permettra pas de résoudre les problèmes de souveraineté alimentaire que connaissent de nombreuses populations.

Tout d'abord, ces problèmes n'ont pas de frontières même si les pays en voie de développement sont les plus touchés. Les crises alimentaires sont avant tout dues aux inégalités économiques et de nombreuses familles de notre pays connaissent aussi des problèmes croissants de nutrition sans relation avec la moindre pénurie de denrées aux échelles mondiale ou nationale. Pour y éviter la malnutrition, il est avant tout nécessaire de protéger l'agriculture des pays en voie de développement pour leur permettre de garantir leur souveraineté alimentaire.

Partout, la formation, le plein emploi et les hausses de salaires sont les leviers principaux de lutte contre la malnutrition.

Bien que contredit par les statistiques concernant la faim dans le monde, le credo du « ventre plein grâce au

marché libre » règne en maître dans les conseils d'administration des banques, des industriels et des ministères. La même confiance dans les capacités infaillibles du marché est à la base des plans stratégiques de la recherche publique tandis que la crise financière démontre la faillibilité du marché dérégulé.

Enfin, suggérer que la solution principale à la production d'alimentation en quantité et qualité suffisantes serait technologique et nécessiterait absolument celle des OGM est outrancier.

La CGT-INRA récuse cette instrumentalisation d'une situation internationale provenant avant tout de la domination d'un système de dérégulation généralisé qui, pour le moins, s'accommode de la souffrance de centaines de millions d'êtres humains. C'est ce système qu'il faut avant tout changer.

Pour ces raisons, la CGT-INRA exprime de grandes réserves par rapport aux objectifs stratégiques de l'INRA, une nouvelle fois exprimés dans le contrat d'objectifs INRA-Etat 2012-2016. Nous déplorons en particulier le monolithisme de la stratégie en génétique végétale qui tend à concentrer tous les moyens sur l'échelle moléculaire et pour un nombre réduit d'espèces, le tout « valorisé » par des prises de brevets sur les connaissances.

Cette extrême simplification des réalités sociales et scientifiques dans les orientations stratégiques concernant la recherche agronomique est une impasse pour les citoyens. Mais nous ne doutons pas hélas

qu'elles soient très utiles aux semenciers et aux actionnaires de l'agro-industrie.

La CGT-INRA revendique que l'INRA mette dans le domaine public l'ensemble des brevets sur

les connaissances en biologie qu'il détient qui ne correspondent pas à de vraies inventions de technologie.

Par ailleurs, la reconnaissance des droits des obtenteurs de variétés transgéniques sous forme de brevet menace directement le système du Certificat d'Obtention Végétale (COV). Ce dernier doit rester la base sur laquelle les variétés sont protégées car, en retrouvant l'esprit qu'il avait en 1961, le **COV enrichit les ressources génétiques** en même temps qu'il rend disponible le progrès génétique au plus grand nombre

La CGT-INRA comprend donc les réactions négatives qui sont apparues pour critiquer le manque d'études sur la dangerosité environnementale voire sanitaire des OGM et la marchandisation des connaissances qui s'accroît avec cette technique. La CGT-INRA souhaite toutefois aussi alerter sur le danger qu'il y aurait à contester à la recherche publique le droit de mener des recherches en amélioration des plantes. La génétique a aussi sa place dans la mise au point d'une agronomie adaptée aux objectifs divers de la production agricole. Les plantes transgéniques auront peut être un rôle à jouer dans la production agricole, tout comme certains micro-organismes transgéniques permettent l'obtention de substances de synthèse difficiles à obtenir autrement. Nous ne devons pas nous interdire la recherche sur ces plantes. Ce n'est pas parce qu'à ce jour les variétés végétales transgéniques ne constituent pas un progrès décisif qu'elles n'y contribueront jamais.

La recherche est en danger quand elle est soumise aux seuls intérêts de l'industrie agro-alimentaire, mais la CGT-INRA n'accepte pas que des organisations, revendiquant une légitimité supposée vis-à-vis de la population, viennent contrôler le caractère scientifique des recherches de l'INRA.

Il n'est pas admissible que des organisations se réclamant de l'écologie politique, investissent le champ de l'écologie scientifique, prétendant notamment que des résultats obtenus en conditions contrôlées seraient automatiquement valables en conditions du champ cultivé, et mettent un terme à des expériences à leurs yeux inutiles. Il n'est pas acceptable que l'INRA travaille sous la menace de l'intrusion de n'importe quel groupe de pression.

A l'inverse, **un dialogue est évidemment nécessaire entre chercheurs et militants de l'écologie politique et plus généralement tous ceux qui promeuvent des agricultures diverses.** Nous nous retrouverons d'ailleurs sur de nombreux points comme le refus de la marchandisation des connaissances ou sur le

dans notre pays et au-delà. A ce titre, la CGT-INRA déplore la mauvaise loi 2011-1843 du 8 décembre 2011 qui impose aux exploitants agricoles de payer pour pouvoir réutiliser les semences de leurs propres récoltes, sans attaquer aucunement les géants de la semence qui rêvent de remplacer le COV par des brevets. Par ailleurs, l'extension des cultures transgéniques met en difficulté certaines productions supposées non transgéniques du fait de contaminations possibles dont la responsabilité n'est pas clairement définie à ce jour, privant ainsi le voisinage de garantie légale.

manque d'études sur les conséquences des OGM. Ce n'est pas en s'attaquant à la recherche publique que les citoyens de notre pays assureront la souveraineté alimentaire et l'alimentation de qualité pour tous. Nous nous adressons à tous ceux qui voient dans la mise en culture massive des OGM un renforcement du contrôle de l'agriculture par un petit nombre de géants du grain : il est vital de préserver l'indépendance de la recherche publique de tout lobby extérieur.

Nous appelons à agir avec nous tous ceux qui souhaitent le développement d'une autre agriculture satisfaisant efficacement les besoins sociaux, et d'une recherche résolument engagée vers une diversification des solutions génétiques : multi-échelles, multi-espèces et multi-critères. Cette orientation, qui doit être élaborée notamment dans des conseils de départements de recherche de l'INRA dotés de réels pouvoirs et de modalités de fonctionnement démocratiques, passe en particulier par un rééquilibrage des moyens accordés aux différentes disciplines grâce au renforcement de certaines approches sous estimées.

Seule une recherche publique et totalement indépendante des financements privés est légitime pour mener des études sur les avantages et les inconvénients des OGM.

- Dans ce contexte, **le moratoire sur la culture des OGM est nécessaire**, et l'Etat doit assurer à l'INRA les moyens de conduire des recherches sur le sujet, en prenant toutes les mesures ad hoc de précaution.
- La CGT-INRA demande qu'une loi interdisant le brevetage des connaissances en biologie soit votée au parlement français et que la directive européenne qui a autorisé cette violation des principes élémentaires des brevets soit abrogée par le parlement européen.
- Enfin, la **Direction Générale de l'INRA doit prendre des mesures pour libérer la recherche publique de ses liens exclusifs avec quelques compagnies semencières (notamment à travers les contrats de l'ANR) et argumenter auprès des autorités de tutelle pour une nouvelle orientation de la recherche publique dans le domaine de l'amélioration des plantes et dans celui de la biologie végétale.**